

Le sort des Indiens du Brésil à l'exemple des Nambiquara du Guaporé*

Vincent CARELLI et Milton SEVERIANO

Voici la description de l'assassinat d'un peuple. Etant donné l'urgence de sa publication, un texte sommaire a été élaboré. Il ne s'agit pas de fiction, mais du résumé d'une documentation abondante et terriblement véridique.

Ce qui est grave, c'est que cette description est un petit fragment de notre Histoire du Brésil. Ceux qui sont impliqués comme responsables sont des Brésiliens. Les faits ne remontent pas aux siècles passés. Ce sont des faits actuels. Le cas Nambiquara n'est pas un cas isolé. En réalité, aucun groupe indigène de notre pays n'est à l'abri d'un conflit provoqué par des questions relatives à son territoire.

La guerre d'extermination avait été jadis menée au nom du défunt royaume de Portugal. Aujourd'hui, une guerre semblable vise à détruire les derniers Indiens du Brésil, sous prétexte de développement et de sécurité nationaux.

Comme dans presque toutes les guerres, la fin justifie les moyens. Les armes les plus diverses furent donc utilisées ici: les chiens, la Winchester 44, la mitraillette, le napalm, l'arsenic, les habits contaminés, les pressions économiques et politiques du ministère de l'Intérieur, la prétendue protection officielle, les faux certificats négatifs, les déportations, la route et les barbelés, le déboisement, les pâturages et le bétail, les déclarations et leurs démentis par la FUNAI, ses purges et ses nominations, les décrets juridiques et leur annulation de fait. En un mot: l'imposture.

A chaque guerre, après un moment de confusion et de mensonges, arrive l'heure des explications et de la vérité. Pour nous, cette heure est en train de sonner. D'où l'urgence de cette publication brève et facile à comprendre.

J'attire l'attention du lecteur sur les adversaires très distincts dans ce conflit: d'une part, les grandes entreprises nationales et multinationales soutenues par un gouvernement élitiste; d'autre part, les Indiens et leurs nouveaux alliés, de plus en plus nombreux au Brésil comme ailleurs dans le monde.

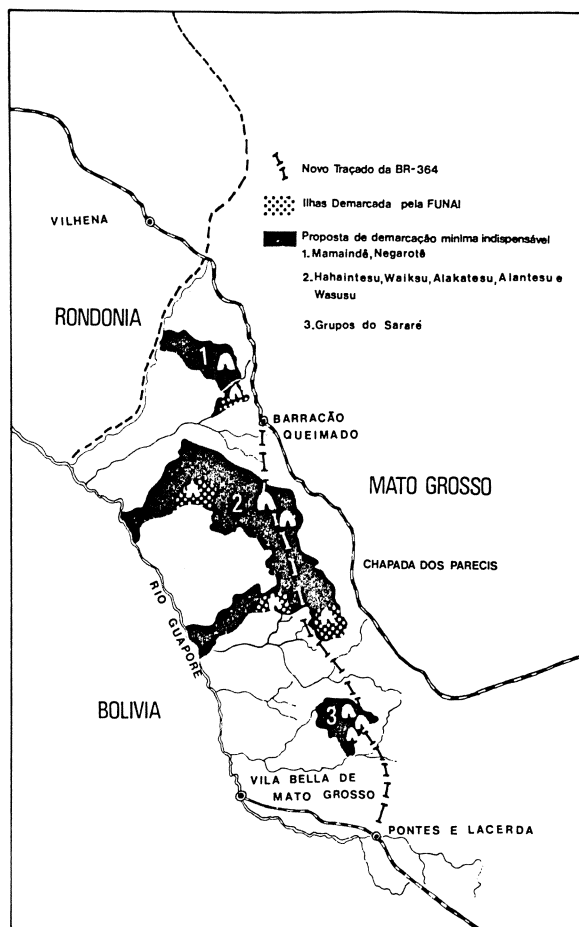
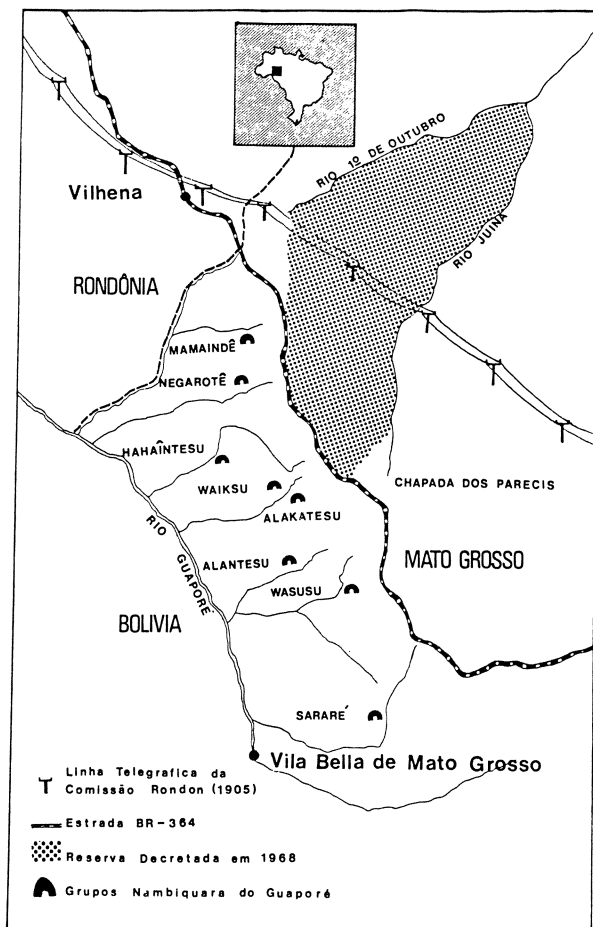
Il n'y a pas de moyen terme. Et, à mon avis, ce n'est pas seulement la survie de quelques milliers d'Indiens qui est en jeu, mais l'espace même nécessaire à une vie humaine digne de ce nom.

Le salut de groupes indigènes tels que les Nambiquara prend la valeur d'un symbole quant à l'avenir de l'humanité tout entière: soit nous recouvrons un lieu de liberté pour un mode de vie pluraliste, soit nous serons tous réduits en esclavage par le seul dieu Veau d'or.

Au cas où nous perdons cette guerre, la prophétie du peuple d'Ereka s'accomplira: «Si la main blanche profane la demeure des esprits, ce sera la fin du monde». Et sûrement pas que du monde Nambiquara!

Dom Tomás BALDUINO,
évêque de Goiás et ex-président du CIMI
(Conseil indigéniste missionnaire)

* Adaptation française, par René FUERST, d'un article paru au Brésil, en 1980, sous le titre *Mão Branca contra o Povo Cinza* (Main blanche contre le peuple couleur-de-cendre).



Au commencement, il n'y avait ici que l'Indien. Il n'y avait ni Américain, ni Brésilien, il n'y avait personne d'autre que l'Indien. Puis, en 1964, sont arrivés d'abord un missionnaire américain avec sa Bible, et ensuite des Brésiliens avec leurs bulldozers. Ils ont construit des routes, coupé des arbres, mis le feu, et la nature s'est alors transformée en pâturages, fermes et barbelés. Pour le malheur des Nambiquara, la *civilisation* venait de pénétrer dans leur territoire sous forme de bétail et d'hommes sans scrupules...

La vallée du Guaporé, couverte de forêts exubérantes entre le Brésil et la Bolivie, excita déjà la convoitise des envahisseurs du début du 18^e siècle. Mais, durant plus de 200 ans, les Indiens surent préserver leurs terres ancestrales. Seuls des Noirs, esclaves qui s'étaient enfuis des mines d'or coloniales, se sont risqués dans la forêt pour y vivre librement, ou pour y mourir.

Les Nambiquara n'accordaient pas de répit à ceux qu'ils considéraient à juste titre comme des ennemis. Pendant des dizaines d'années, ils ont saccagé la capitale de la province, Vila Bella de Mato Grosso, située au confluent du Guaporé et du Sararé. Les Blancs avaient rêvé d'en faire le véritable cœur de l'Amérique du Sud, par la construction du chemin de fer Madeira-Mamoré. Mais la double calamité que représentaient l'Indien et la malaria les en empêcha. Vila Bella en pâtit et le vieux rêve sombra dans l'oubli.

Déjà sous la République, en 1909, la commission Rondon parvint à relier le sud du Brésil au Madeira, mais en passant à distance du Guaporé, à travers le plateau des Parecis. Il était alors possible de voyager le long de la ligne télégraphique qui avait été installée entre Cuiabá et Porto Velho. Ainsi, les Nambiquara échappèrent encore aux envahisseurs et mirent en fuite ceux qui parfois se risquaient dans la vallée.

Leur grand malheur fut, en 1960, la construction de la route BR-364, qui reliait les mêmes villes que jadis la ligne télégraphique. Mais, contrairement à celle-ci, la route ouvrit le nord-ouest du Mato Grosso à la colonisation des Blancs. Avant même que n'arrive le premier bulldozer, la vallée du Guaporé avait déjà ses propriétaires autres que les Indiens.

Bientôt le premier contact avec un sous-groupe Nambiquara eut lieu. Au bout de sept ans, huit sous-groupes étaient en contact, principalement avec des missions américaines: les Mamaindê, Negarotê, Hahaintesu, Waiksu, Alakatesu, Alantesu, Wasusu et celui du Sararé. On sait peu sur leurs relations avec les entreprises de colonisation, mais le fait est que l'agence responsable, le SPI ou Service de Protection des Indiens, n'était pas sur place.

Parmi les rares épisodes connus, en voici un sur le traitement réservé à quelques Nambiquara qui, en 1967, avaient refusé le contact *pacifique*

avec les Blancs: six hommes et femmes furent tués par des inconnus qui avaient envahi un village du Sararé encore isolé, à mi-chemin entre Vila Bella et la BR-364. Bien entendu, le crime fut ignoré par les autorités.

À la même époque, le SPI était aboli suite à de scandaleuses révélations de corruption, d'abus et de violences contre des groupes indigènes un peu partout au Brésil, et le gouvernement ébauchait les statuts de la FUNAI ou Fondation nationale de l'Indien. La nouvelle politique visait à exploiter les richesses de l'Amazonie, quitte à lâchement arracher Etreka et son peuple au territoire qu'ils habitaient depuis des siècles.

Ainsi, au nom de l'intérêt national, il était devenu légal de déporter des groupes indigènes entiers. Etreka, un Wasusu de 40 ans, se souvient de tout, puisqu'il avait 24 ans lorsque la *civilisation* est arrivée.

Les Nambiquara sont parmi les Indiens qui ont le plus souffert entre les mains du nouvel organe *protecteur*. Pour commencer, la FUNAI créa la réserve qui porte leur nom. Quelle générosité! Pas moins d'un million d'hectares, soit 10 000 km² ou le quart de la surface d'un pays comme la Suisse. Générosité cependant doublée de cruauté: la réserve décrétée en 1968 ne se trouvait pas dans la vallée fertile du Guaporé, mais sur le plateau des Parecis où n'habitait alors qu'un dixième de la population Nambiquara, puisqu'aride, broussailleux et sablonneux à 70 %.

Pourquoi les Blancs auraient-ils conservé ces terres impropres à l'élevage aussi bien qu'à l'agriculture? *Les Indiens y finiront par disparaître sans que l'on ait besoin de commettre d'autres crimes à leur égard*, disaient-ils!

Quelques jours après la création de la réserve, la FUNAI commença à distribuer des certificats négatifs, attestant de la sorte qu'il n'y avait pas d'Indiens dans la vallée. Ce document était nécessaire à toutes les entreprises brésiliennes ou étrangères qui viendraient s'installer en territoire Nambiquara, des exemptions d'impôts leur étant de surcroît accordées par la SUDAM ou Superintendance pour le Développement de l'Amazonie. En d'autres termes, la FUNAI s'engageait envers les nouveaux propriétaires à déporter le peuple d'Etreka sur le plateau des Parecis, de l'autre côté de la route BR-364.

En 1970, la rentabilité du processus s'est encore amplifiée lorsque le général Bandeira de Mello devint président de la FUNAI. En une année, la vallée du Guaporé fut entièrement occupée par les fermiers et par leur bétail. Ce fut alors la catastrophe. Les Indiens s'affolèrent et se dispersèrent, moururent de faim ou d'une maladie contre laquelle ils étaient sans défense: la rougeole. Toute la population Nambiquara de moins de 15 ans disparut au cours de cette épidémie. En 1973, un médecin de la Croix-Rouge internationale déclara que *la vie de ces Indiens est une honte non seulement pour le Brésil, mais pour l'humanité tout entière*.

À la vue de ce désastre, la FUNAI se résolut à déplacer les Mamaindê, Negarotê, Alantesu et Wasusu dans la réserve qui leur avait été destinée. Mais beaucoup d'entre eux refusèrent le transfert, et ceux qui acceptèrent s'en repentirent. *Nous avons tout planté, mais rien n'a poussé, les patates*

pas plus que le maïs; cette terre est incultivable, se plaignaient-ils!

Plus affolés que jamais, les Indiens cherchèrent à retourner dans leurs territoires occupés par les Blancs. Ainsi, en 1974, tous les Alantesu et Wasusu étaient revenus dans la vallée. Quant aux Mamaindê et aux Negarotê, sous la pression de la FUNAI, ils restèrent dans la réserve, mais allèrent périodiquement chasser et planter sur leurs terres ancestrales.

Un général ayant remplacé l'autre à la tête de la FUNAI, il promit de corriger les erreurs de son prédécesseur et mit sur pied un projet Nambiquara dont la coordination était assurée par l'ethnologue américain David Price. Une zone fut alors interdite au sud de la vallée du Guaporé afin d'y grouper les Indiens. Comme par le passé, les fermiers mirent à disposition leurs avions, de l'essence et des vivres. Ils espéraient qu'enfin les Nambiquara ne reviendraient plus.

À son tour, le général Araújo de Oliveira commit l'erreur de signer des certificats négatifs tels que celui relatif aux territoires des Waiksu et des Alakatesu, qui n'avaient toutefois pas encore été déplacés dans la zone interdite. A nouveau, des Indiens moururent et d'autres retournèrent à l'emplacement de leurs anciens villages...

Ce sont les guides de Rondon qui leur donnèrent le nom de Nambiquara, c'est-à-dire *gens aux oreilles percées*. Cependant, et à l'encontre d'autres groupes indigènes du nord-ouest du Mato Grosso, ils ne se trouvaient pas que les lobes auriculaires, mais aussi la cloison nasale et la lèvre supérieure. Du fait qu'ils se tiennent à même le sol et de préférence dans les cendres encore chaudes de leurs feux, on les appelle encore *gens qui dorment par terre* ou *gens à la couleur de cendre*. Eux-mêmes se nomment Anunsu, c'est-à-dire gens tout court.

Parlant une langue qui leur est propre, ils s'étendent sur un territoire de 50 000 km², donc cinq fois plus vaste que la réserve qui leur avait été attribuée par la FUNAI. Ils se divisent en trois grands groupes: les Nambiquara du plateau des Parecis, ceux de la Serra do Norte et ceux de la vallée du Guaporé. Au début du siècle, leur population fut estimée par Rondon à 20 000 individus; en 1980, ils n'étaient plus que 650, dont les 250 qui nous intéressent plus particulièrement ici. Comme on le voit, ils sont en train de disparaître.

Dans la vallée, ils ont toujours formé plusieurs sous-groupes à proximité des divers affluents septentrionaux du Guaporé. Cette répartition correspondait à un équilibre séculaire qui comprenait des relations oscillant entre la guerre et la paix nécessaires entre autres aux mariages. Chaque sous-groupe possédait ses terrains de chasse et de cueillette, ses villages et ses plantations; chacun disposait de ses lieux sacrés, comme par exemple des cavernes et des sources où demeurent les esprits vénérés des morts.

Les nouveaux propriétaires traitent Etreka de *sauvage sans vergogne*, ils le considèrent comme un quelconque animal et parfois le brutalisent. Homme d'une autre dimension, le Nambiquara ne craint pas de traverser des *propriétés* entières pour se rendre à ses terrains de chasse et de cueillette qui, toutefois, se raréfient au rythme de l'avance des bulldozers. Car, contrairement à l'in-

dien, ces Blancs-là n'ont de respect ni pour la nature, ni pour les animaux qui la peuplent. Seul compte le bétail, c'est-à-dire les profits qu'ils en tirent.

Dans les villages du Sararé, les arbres fruitiers ont un jour été détruits par un coup de vent qui a amené des nuages de Tordon 155-BR, puissant défoliant connu sous le nom d'agent orange depuis la guerre du Vietnam. Ce défoliant avait été répandu par avion dans le but de déboiser la région voisine. Il ne fut officiellement interdit qu'en 1977. A en juger par des boîtes vides en possession des Nambiquara, on utilise maintenant le dangereux Tordon 101-BR à la place du très dangereux 155-BR.

Les sous-groupes qui retournèrent dans leurs territoires se heurtèrent à des Blancs en colère. Ainsi, les Hahaintesu avaient reconstruit leur village près de la ferme qui s'y était installée. Il fut entouré de barbelés pour protéger les Indiens du bétail, ou plutôt pour protéger le bétail des Indiens. Le gérant fit alors semer du fourrage par avion sur leurs plantations afin d'en étouffer le produit. D'autres sous-groupes virent le bétail envahir et détruire leurs plantations. A la ferme Vale do Guaporé, le gérant suisse Max Mosman refusa de soigner deux femmes atteintes de pneumonie par suite du contact avec son personnel. Elles en sont mortes.

C'est la situation de contact la plus violente que j'aie jamais vue, déclara l'ethnologue brésilien Pedro Agostinho, qui avait été chargé d'enquête par la FUNAI. Ayant quelque difficulté à justifier les erreurs commises au détriment des Nambiquara, l'agence responsable s'ouvrait au dialogue. En 1975, des spécialistes tant brésiliens qu'étrangers furent réunis pour débattre de ce problème qui s'aggravait. Ils parvinrent à la solution suivante: paralyser l'expansion des fermiers en contestant leur droit sur les terres qu'ils occupent et assurer aux Indiens la zone interdite qui leur avait été destinée.

En agissant de la sorte, la FUNAI résolut au moins son propre problème, c'est-à-dire qu'elle détournait l'attention des Nambiquara et fit ainsi que les journaux n'en parlent plus. Cependant, la zone interdite attend encore une décision judiciaire et les nouveaux propriétaires ne cessent d'intenter aux autorités des procès en s'appuyant sur les certificats négatifs que celles-ci leur avaient naguère octroyés. En un mot, rien n'est moins résolu que le problème de ces Indiens les plus misérables de tous.

Depuis 1976, des *groupes de travail* se rendent périodiquement sur place afin de proposer de nouvelles réserves que les fermiers refusent toujours pour la même raison. Pendant ce temps, le déboisement se poursuit rapidement. Le gérant de la ferme Estrela do Guaporé a reconnu qu'il agissait en accord avec la FUNAI, celle-ci lui ayant simplement demandé de laisser une *ceinture de végétation* autour du village Nambiquara qui s'y trouve.

La démarcation ne fut entreprise qu'en 1978 et non sans avoir été plusieurs fois sabotée par les fermiers qui cherchent à faire reculer le plus possible la limite des réserves. S'agissant de territoires restreints, discontinus entre les villages et qui ne concernent en réalité que les Negarotê,

Hahaintesu, Alantesu et Wasusu, cette démarcation ne garantit la survie ni de ces sous-groupes, ni des autres.

Ainsi, les Hahaintesu ont vu leurs terres réduites à 22 000 ha et prises entre des *propriétés* de plusieurs centaines de mille hectares chacune. Les Negarotê et les Alantesu se retrouvent avec 12 000 ha chacun et le sous-groupe d'Etreka, les Wasusu, avec 13 000 ha, soit dix fois moins que leur territoire d'autrefois.

Lorsqu'en 1979, la FUNAI passa des mains du général Araújo de Oliveira à celles du colonel Nobre da Veiga, celui-ci hérita de deux problèmes: d'une part, les Mamaindê étaient retournés dans le nord de la vallée du Guaporé et avaient été menacés de mort par les Blancs qui s'étaient appropriés leur territoire; d'autre part, des Waiksu et des Alakatesu, auxquels aucune réserve ne fut attribuée, avaient été brutalisés par les nouveaux propriétaires.

Un de ces Blancs, propriétaire de trois fermes, écrivit en 1980 une lettre au président de l'agence responsable en lui demandant de réduire à 5000 ha la réserve des Hahaintesu. Il motivait son exigence par le fait que ces Indiens ne sont plus que 50 et qu'ils vivent sur des terres qui lui appartiennent légalement. *Il n'y a jamais eu d'Indiens dans la vallée et ce sont les Blancs qui y ont pénétré les premiers; les Indiens n'ont fait que suivre les routes que nous y avons construites*, disait-il!

Avant même que la FUNAI ne se décide à vraiment agir en faveur des Nambiquara, une menace définitive pèse sur le peuple d'Etreka: le détournement et l'asphaltage de la route BR-364, financés par la Banque mondiale.

Grâce à cette amélioration, les Brésiliens pourront envahir le peu de terres qui restent encore aux Indiens. Afin de faciliter cette extermination manifeste, le gouvernement va faire traverser la vallée du Guaporé par le tronçon de route qui passe actuellement sur le plateau des Parecis. Le nouveau tracé passera près des réserves des Hahaintesu, Alantesu et Wasusu, et traversera les villages des Alakatesu, des Waiksu et ceux du Sararé.

La Banque mondiale, sans doute, est bien intentionnée. Ses dirigeants ne financeront l'amélioration de la route que si les Brésiliens respectent les Indiens et la nature. En sera-t-il ainsi? Les derniers Nambiquara survivront-ils? Ou bien leurs lieux sacrés seront-ils la proie des bulldozers, à jamais détruits au nom de l'intérêt national, au nom de ceux qui depuis bientôt cinq siècles se livrent impunément à l'extermination la plus méprisable que l'on puisse imaginer?

Cette sordide histoire n'est pas encore terminée. La prophétie du peuple d'Etreka annonçait *que si la main blanche profanait la demeure des esprits, le monde disparaîtrait*. Le monde Nambiquara sûrement...



Alors estimés à 20 000, les Nambiquara à l'époque de leur découverte par Rondon...



... et, en 1971, lors d'une opération de sauvetage par la Force aérienne brésilienne.

Bibliographie

- CARELLI, Vincent e SEVERIANO, Milton. *Mão Branca contra o Povo Cinza: Vamos matar este Índio?* Centro de Trabalho Indigenista, São Paulo, 1980.
- Cultural Survival (ed.). *Polonoroeste, the BR-364 Highway and Indians in Brazil*. Newsletter, Vol. 4, No. 4, Cambridge, 1980.
- FUERST, René. *Erste Forschungsergebnisse von den südlichen Nambiquara*. Verhandlungen des 38sten Internationalen Amerikanistenkongresses, Stuttgart, 1968.
- *Gegenwärtige Lage und dringende Forschungsaufgaben bei brasilianischen Indianern*. Bulletin of the International Committee on Urgent Anthropological and Ethnological Research, Vienna, 1969.
- Porantim (ed.). *Nambiquara contra o Banco Mundial*. No. 19/20, Manaus, 1980.
- PRICE, David. *Acculturation, Social Assistance and Political Context: The Nambiquara in Brazil*. Actes du 42^e Congrès International des Américanistes, Paris, 1976.
- Survival International (ed.). *The Nambiquara and the Road*. Review, Vol. 5, No. 2, London, 1980.